

Appendix 2

ECtHR launched 32 trials of Greece for refoulements – Deafening silence by the Greek media

23/12/2021

On 20 December 2021, the **European Court of Human Rights** (ECtHR) published the communication to Greece of the following 32 applications by 47 asylum seekers who were illegally and violently pushed back from **Evros, Crete, Kos, Kalymnos, Lesbos, Samos or the sea before they reached any island.**

The news have not been reported by all Greek media until today, three days after the publication by the **ECtHR**, while when judgments or communications by the **ECtHR** concerning **Turkey** are published, they make them “headlines”...

It is also characteristic that for only three applications the applicants are represented by lawyers in Greece of the **Legal Center Lesbos** (see its [press release](#) reprinted at the end) and the **Greek Council for Refugees** (application number 15783/21).

The **ECtHR** asks Greece and the applicants to inform it:

1. whether domestic remedies have been exhausted,
2. whether the lives of the applicants were endangered,
3. whether there has been inhuman and degrading treatment of them and
4. whether there was an effective domestic remedy to deal with allegations of violation of Articles 2 and 3 of the **European Convention on Human Rights** (ECHR);

and, in some cases,

5. whether the persons were lawfully detained,
6. whether they were informed in a language they understood of the reasons for their detention;
and
7. whether there was an effective remedy to appeal against that detention.

Regarding the first question, it is noted that most of the incidents are included in the complaint reports of the **GHM** which (supposedly) are being investigated by 20 Public Prosecutor's Offices: 200+ illegal deportations of some 10,000 foreigners are being investigated by the Prosecutor of the Supreme Court and by the Ombudsman after GHM complaints were filed.

Publié le 20 décembre 2021

PREMIÈRE SECTION

Requête no 42429/21
M.A. contre la Grèce

OBJET DE L'AFFAIRE

La requête concerne le refoulement allégué du requérant de la Grèce vers la Turquie, sans procédure préalable. En particulier, il allègue que le 18 mai 2021, les autorités grecques ont procédé à son renvoi depuis la région d'Évros.

Le requérant, ressortissant irakien, allègue qu'en septembre 2019 il avait introduit une demande d'asile en Grèce, où il séjourna jusqu'à son renvoi.

Invoquant les articles 2 et 3 de la Convention, le requérant allègue que l'opération en cause a provoqué un danger pour sa vie et son intégrité physique.

Invoquant l'article 3, il allègue qu'il aurait été victime de mauvais traitements de la part des autorités grecques. Enfin, le requérant invoque l'article 13 de la Convention en raison de l'absence d'un recours effectif afin de se plaindre des violations alléguées des articles 2 et 3 de la Convention.

QUESTIONS AUX PARTIES

1. Le requérant a-t-il épuisé les voies de recours internes en ce qui concerne ses griefs relatifs aux articles 2 et 3 de la Convention ?
2. Le droit du requérant à la vie, consacré par l'article 2 de la Convention, a-t-il été violé en l'espèce ? Plus précisément, les autorités grecques ont-elles agi de manière à mettre en danger la vie du requérant ?
3. Le requérant a-t-il été soumis, en violation de l'article 3 de la Convention, à des traitements inhumains ou dégradants avant et durant son renvoi vers la Turquie ?
4. Le requérant avait-il à sa disposition, comme l'exige l'article 13 de la Convention, un recours interne effectif au travers duquel il aurait pu formuler ses griefs de méconnaissance des articles 2 et 3 de la Convention ?

Publié le 20 décembre 2021

PREMIÈRE SECTION

Requête no 4177/21
H.T. et autres contre la Grèce
introduite le 9 janvier 2021
communiquée le 2 décembre 2021

OBJET DE L'AFFAIRE

La requête concerne le refoulement allégué des requérants de la Grèce vers la Turquie, sans procédure préalable. En particulier, les requérants allèguent que, le 9 juillet 2020, les autorités grecques ont procédé à leur renvoi depuis la région d'Évros (Soufli).

Invoquant les articles 2 et 3 de la Convention, les requérants se plaignent que les opérations en cause ont provoqué un danger pour leur vie et leur intégrité physique.

Invoquant l'article 3 de la Convention, ils allèguent qu'ils auraient été victimes de mauvais traitements de la part des autorités grecques.

Sous le terrain de l'article 13 de la Convention, les requérants se plaignent de l'absence d'un recours effectif leur permettant de se plaindre de ces violations alléguées des articles 2 et 3.

Enfin, les requérants se plaignent qu'ils ont été privés de leur liberté en violation de l'article 5 § 1 de la Convention et qu'ils n'ont pas été informés des raisons de leur détention, comme l'exige l'article 5 § 2 de la Convention.

QUESTIONS AUX PARTIES

1. Les requérants ont-ils épuisé les voies des recours internes en ce qui concerne leurs griefs relatifs aux articles 2 et 3 de la Convention ?
2. Le droit des requérants à la vie, consacré par l'article 2 de la Convention, a-t-il été violé en l'espèce ? En particulier, les autorités grecques ont-elles agi de manière à mettre en danger la vie des requérants ?
3. Les requérants ont-ils été soumis, en violation de l'article 3 de la Convention, à des traitements inhumains ou dégradants avant et durant leur renvoi vers la Turquie ?
4. Les requérants avaient-ils à leur disposition, comme l'exige l'article 13 de la Convention, un recours interne effectif au travers duquel ils auraient pu formuler leur grief de méconnaissance des articles 2 et 3 de la Convention ?
5. Les requérants ont-ils été privés de leur liberté en violation de l'article 5 § 1 de la Convention ?
6. Les requérants ont-ils été informés dans une langue qu'ils comprenaient des raisons de leur arrestation conformément aux exigences de l'article 5 § 2 de la Convention ?

ANNEXE

Liste des requérants

No	Prénom NOM	Année de naissance/d'enregistrement	Nationalité
1.	H. T.	1992	syrien
2.	B. E.	2017	syrien
3.	E. E.	2019	syrienne
4.	W. G. A. S.	1992	syrienne
5.	F. H. E.	2017	syrienne

Publié le 20 décembre 2021

PREMIÈRE SECTION

Requête no 22146/21
S.A.A et Autres contre la Grèce
introduite le 12 avril 2021
communiquée le 2 décembre 2021

OBJET DE L'AFFAIRE

La requête concerne le refoulement allégué des requérants de la Grèce vers la Turquie, sans procédure préalable. En particulier, les requérants allèguent que les 20 et 21 octobre 2020 les autorités grecques ont procédé à leur renvoi depuis la Crète.

Invoquant les articles 2 et 3 de la Convention, les requérants se plaignent que l'opération en cause a provoqué un danger pour leur vie et leur intégrité physique.

Invoquant l'article 3 de la Convention, ils allèguent qu'ils auraient été victimes de mauvais traitements de la part des autorités grecques.

Sous l'angle de l'article 13 de la Convention, les requérants se plaignent de l'absence d'un recours effectif leur permettant de se plaindre de ces violations alléguées des articles 2 et 3.

Les requérants se plaignent également qu'ils ont été privés de leur liberté en violation de l'article 5 § 1 de la Convention et qu'ils n'ont pas été informés des raisons de leur détention, comme l'exige l'article 5 § 2 de la Convention.

Enfin, les requérants se plaignent qu'ils n'avaient pas à leur disposition un recours effectif leur permettant de se plaindre de la légalité de leur détention alléguée, conformément aux exigences de l'article 13 et/ou 5 § 4 de la Convention.

QUESTIONS AUX PARTIES

1. Les requérants ont-ils épuisé les voies de recours internes en ce qui concerne leurs griefs relatifs aux articles 2 et 3 de la Convention ?
2. Le droit des requérants à la vie, consacré par l'article 2 de la Convention, a-t-il été violé en l'espèce ? En particulier, les autorités grecques ont-elles agi de manière à mettre en danger la vie des requérants ?
3. Les requérants ont-t-il été soumis, en violation de l'article 3 de la Convention, à des traitements inhumains ou dégradants avant et durant leur renvoi vers la Turquie ?
4. Les requérants avaient-ils à leur disposition, comme l'exige l'article 13 de la Convention, un recours interne effectif au travers duquel ils auraient pu formuler leur grief de méconnaissance des articles 2 et 3 de la Convention ?
5. Les requérants ont-ils été privés de leur liberté en violation de l'article 5 § 1 de la Convention ?
6. Les requérants ont-ils été informés dans une langue qu'ils comprenaient des raisons de leur arrestation conformément aux exigences de l'article 5 § 2 de la Convention ?
7. Les requérants avaient-ils à leur disposition un recours effectif afin de se plaindre de la légalité de leur détention alléguée, conformément aux exigences de l'article 13 et/ou 5 § 4 de la Convention ?

ANNEXE

No	Prénom NOM	Année de naissance	Nationalité
1.	S.A.A.	1969	Syrien
2.	S.A.	1978	Syrien
3.	M.A.	1985	Syrien
4.	M.A.	1996	Syrien
5.	Q.A.	1998	Syrien
6.	H.A.	1986	Syrien
7.	T.B.	1969	Syrien
8.	F.G.	1985	Syrien
9.	E.M.	1966	Syrien
10.	A.S.A.D.	1993	Syrien
11.	W.S.	1979	Syrien

Publié le 20 décembre 2021

PREMIÈRE SECTION

Requête no 1712/21
K.K. contre la Grèce et 17 autres requêtes
(voir liste en annexe)
communiquées le 2 décembre 2021

OBJET DE L'AFFAIRE

Les requêtes concernent le refoulement allégué des requérants de la Grèce vers la Turquie, sans procédure préalable. En particulier, les requérants allèguent que les autorités grecques ont procédé à leur renvoi depuis les îles grecques (voir liste en annexe).

Invoquant les articles 2 et 3 de la Convention, les requérants se plaignent que les opérations en cause ont provoqué un danger pour leur vie et leur intégrité physique.

Invoquant l'article 3 de la Convention, ils allèguent qu'ils auraient été victimes de mauvais traitements de la part des autorités grecques.

Sous l'angle de l'article 13 de la Convention, les requérants se plaignent de l'absence d'un recours effectif leur permettant de se plaindre de ces violations alléguées des articles 2 et 3.

Les requérants se plaignent en outre qu'ils ont été privés de leur liberté en violation de l'article 5 § 1 de la Convention.

QUESTIONS AUX PARTIES

1. Les requérants ont-ils épuisé les voies de recours internes en ce qui concerne leurs griefs relatifs aux articles 2 et 3 de la Convention ?
2. Le droit des requérants à la vie, consacré par l'article 2 de la Convention, a-t-il été violé en l'espèce ? En particulier, les autorités grecques ont-elles agi de manière à mettre en danger la vie des requérants ?
3. Les requérants ont-ils été soumis, en violation de l'article 3 de la Convention, à des traitements inhumains ou dégradants avant et durant leur renvoi vers la Turquie ?
4. Les requérants avaient-ils à leur disposition, comme l'exige l'article 13 de la Convention, un recours interne effectif au travers duquel ils auraient pu formuler leur grief de méconnaissance des articles 2 et 3 de la Convention ?
5. Les requérants ont-ils été privés de leur liberté en violation de l'article 5 § 1 de la Convention ?

ANNEXE

Liste des requêtes

No	Requête No Introduite le	Nom de l'affaire Représenté par	Requérant Année de naissance Nationalité	Lieu allégué de refoulement Date alléguée de refoulement
1.	1712/21 21/12/2020	K.K. c. Grèce Emre Kaan ÖZTÜRK	K.K. 1995 centrafricain	Kalymnos-Farmakos Décembre 2020
2.	2871/21 21/12/2020	I.M. c. Grèce Emre Kaan ÖZTÜRK	I.M. 1990 centrafricain	Kalymnos-Farmakos Décembre 2020
3.	3104/21 21/12/2020	S.K. c. Grèce Emre Kaan ÖZTÜRK	S.K. 1995 centrafricain	Kalymnos-Farmakos Décembre 2020
4.	3111/21 21/12/2020	S.A. c. Grèce Emre Kaan ÖZTÜRK	S.A. 1998 camerounais	Kalymnos-Farmakos Décembre 2020
5.	3118/21 21/12/2020	I.M. c. Grèce Emre Kaan ÖZTÜRK	L.M. 2002 centrafricain	Kalymnos-Farmakos Décembre 2020
6.	4159/21 21/12/2020	T.M. c. Grèce Emre Kaan ÖZTÜRK	T.M. 1991 congolais	Kalymnos-Farmakos Décembre 2020
7.	16807/21 05/03/2021	A.R. c. Grèce Emin OZLER	A.R. 1989 palestinien	Kos 26/10/2020

No	Requête No Introduite le	Nom de l'affaire Représenté par	Requérant Année de naissance Nationalité	Lieu allégué de refoulement Date alléguée de refoulement
8.	16811/21 05/03/2021	M.H. c. Grèce Emin OZLER	M.H. 1961 afghan	Inconnu, les requérants allèguent qu'ils n'ont pas débarqué. 21/10/2020
9.	16813/21 05/03/2021	M.M. c. Grèce Emin OZLER	M.M. 1965 syrien	Inconnu, les requérants allèguent qu'ils n'ont pas débarqué. 21/10/2020
10.	16815/21 05/03/2021	M.H. c. Grèce Emin OZLER	M.H. 1985 libanais	Inconnu, les requérants allèguent qu'ils n'ont pas débarqué. 21/10/2020
11.	16817/21 05/03/2021	A.M. c. Grèce Emin OZLER	A.M. 1992 iraquien	Inconnu 26/10/2020
12.	16818/21 05/03/2021	A.A. c. Grèce Emin OZLER	A.A. 1980 iraquien	Inconnu 26/10/2020
13.	16820/21 05/03/2021	H.S. c. Grèce Emin OZLER	H.S. 1981 iraquien	Inconnu 26/10/2020
14.	16822/21 05/03/2021	S.R. c. Grèce Emin OZLER	S.R. 1997 afghan	Inconnu, les requérants allèguent qu'ils n'ont pas débarqué. 21/10/2020
15.	16824/21 05/03/2021	U.E. c. Grèce Emin OZLER	U.E. 2000 syrien	Kos 26/10/2020
16.	16825/21 05/03/2021	W.A. c. Grèce Emin OZLER	W.A. 1994 syrien	Kos 26/10/2020
17.	16828/21 05/03/2021	W.A. c. Grèce Emin OZLER	W.A. 1986 syrien	Kos 26/10/2020
18.	16831/21 05/03/2021	S.H. c. Grèce Emin OZLER	S.H. 1999 syrien	Kos 26/10/2020

PREMIÈRE SECTION

Requêtes nos 15067/21 et 24982/21
G.R.J. contre la Grèce et A.A.J. et H.J. contre la Grèce
introduites respectivement
le 3 mars 2021 et le 10 mai 2021
communiquées le 2 décembre 2021

OBJET DE L'AFFAIRE

Les requêtes concernent le refoulement allégué des requérants de la Grèce vers la Turquie, sans procédure préalable. En particulier, les requérants allèguent que les autorités grecques ont procédé à leur renvoi depuis les îles grecques (voir liste en annexe).

Invoquant les articles 2 et 3 de la Convention, les requérants se plaignent que les opérations en cause ont provoqué un danger pour leur vie et leur intégrité physique.

Invoquant l'article 3 de la Convention, ils allèguent qu'ils auraient été victimes de mauvais traitements de la part des autorités grecques.

Sous l'angle de l'article 13 de la Convention, les requérants se plaignent de l'absence d'un recours effectif leur permettant de se plaindre de ces violations alléguées des articles 2 et 3.

Invoquant l'article 3 de la Convention, ils se plaignent que leur renvoi vers la Turquie n'était pas compatible avec l'article 3 de la Convention, pris seul et combiné avec l'article 13, notamment en raison du fait qu'ils n'ont pas pu introduire des demandes d'asile en Grèce et du risque allégué d'être refoulés de la Turquie vers leurs pays d'origine.

QUESTIONS AUX PARTIES

1. Les requérants ont-ils épuisé les voies de recours internes en ce qui concerne leurs griefs relatifs aux articles 2 et 3 de la Convention ?
2. Le droit des requérants à la vie, consacré par l'article 2 de la Convention, a-t-il été violé en l'espèce ? En particulier, les autorités grecques ont-elles agi de manière à mettre en danger la vie des requérants ?
3. Les requérants ont-ils été soumis, en violation de l'article 3 de la Convention, à des traitements inhumains ou dégradants avant et durant leur renvoi vers la Turquie ?
4. Les requérants avaient-ils à leur disposition, comme l'exige l'article 13 de la Convention, un recours interne effectif au travers duquel ils auraient pu formuler leur grief de méconnaissance des articles 2 et 3 de la Convention ?
5. Le renvoi des requérants vers la Turquie était-il compatible avec l'article 3 de la Convention, pris seul et combiné avec l'article 13, étant donné leurs allégations qu'ils n'ont pas pu introduire des demandes d'asile en Grèce ?

ANNEXE

Liste des requêtes

No	Requête No Introduite le	Nom de l'affaire Représenté par	Requérant Année de naissance Nationalité	Lieu allégué de refoulement Date alléguée de refoulement
1.	15067/21 03/03/2021	G.J. c. Grèce Philip-Jan SCHÜLLER	G.J. 2005 afghan	Samos 09/09/2020
2.	24982/21 10/05/2021	A.J. et H.J. c. Grèce Philip-Jan SCHÜLLER	A.J. 2001 guinéen H.J. 2003 guinéen	Lesbos 10/11/2020

Publié le 20 décembre 2021

PREMIÈRE SECTION

Requête no [10258/21](#)

F. C. contre la Grèce et 4 autres requêtes
(voir liste en annexe)
communiquées le 2 décembre 2021

OBJET DE L'AFFAIRE

Les requêtes concernent le refoulement allégué des requérants de la Grèce vers la Turquie, sans procédure préalable. En particulier, les requérants allèguent que les autorités grecques ont procédé à leur renvoi depuis la région d'Évros (voir liste en annexe).

Invoquant les articles 2 et 3 de la Convention, les requérants se plaignent que les opérations en cause ont provoqué un danger pour leur vie et leur intégrité physique.

Invoquant l'article 3 de la Convention, ils allèguent qu'ils auraient été victimes de mauvais traitements de la part des autorités grecques.

Sous le terrain de l'article 13 de la Convention, les requérants se plaignent de l'absence d'un recours effectif leur permettant de se plaindre de ces violations alléguées des articles 2 et 3.

Enfin, le requérant dans la requête no [10258/21](#) se plaint qu'il n'a pas été informé dans une langue qu'il comprenait des raisons de son arrestation, conformément aux exigences de l'article 5 § 2 de la Convention.

QUESTIONS AUX PARTIES

1. Les requérants ont-ils épuisé les voies des recours internes en ce qui concerne leurs griefs relatifs aux articles 2 et 3 de la Convention ?

2. Le droit des requérants à la vie, consacré par l'article 2 de la Convention, a-t-il été violé en l'espèce ? En particulier, les autorités grecques ont-elles agi de manière à mettre en danger la vie des requérants ?
3. Les requérants ont-t-il été soumis, en violation de l'article 3 de la Convention, à des traitements inhumains ou dégradants avant et durant leur renvoi vers la Turquie ?
4. Les requérants avaient-ils à leur disposition, comme l'exige l'article 13 de la Convention, un recours interne effectif au travers duquel ils auraient pu formuler leur grief de méconnaissance des articles 2 et 3 de la Convention ?
5. Le requérant dans la requête no 10258/21 a-t-il été informé dans une langue qu'il comprenait des raisons de son arrestation conformément aux exigences de l'article 5 § 2 de la Convention ?

ANNEXE

Liste des requêtes

No	Requête No Introduite le	Nom de l'affaire Représenté par	Requérant Année de naissance Nationalité	Lieu allégué de refoulement Date alléguée de refoulement
1.	10258/21 29/01/2021	F.C. c. Grèce ———	F.C. 1983 turc	Rivière Évros 26/04/2020
2.	10692/21 04/02/2021	O.M. c. Grèce Nail KARAKUŞ	O.M. 1996 turc	Rivière Évros 10/01/2021
3.	12807/21 19/02/2021	M.A. c. Grèce Ozge HAZIR	M.A. 1994 tunisien	Rivière Évros 10/01/2021
4.	12926/21 17/02/2021	M.E. c. Grèce Samet TOPÇUOĞLU	M.E. 1995 tunisien	Rivière Évros 10/01/2021
5.	13134/21 25/02/2021	M.S. c. Grèce Mehmet Zeki YILDIZ	M.S. 1998 iranien	Rivière Évros 13/01/2021

Publié le 20 décembre 2021

PREMIÈRE SECTION

Requêtes nos 4034/21 et 15783/21
A.D. et A.E. contre la Grèce
introduites respectivement
le 23 décembre 2020 et le 19 mars 2021
communiquées le 2 décembre 2021

OBJET DE L'AFFAIRE

Les requêtes concernent le refoulement allégué des requérants de la Grèce vers la Turquie, sans procédure préalable. En particulier, les requérants allèguent que les autorités grecques ont procédé à leur renvoi depuis la région d'Évros (voir liste en annexe).

Invoquant les articles 2 et 3 de la Convention, les requérants se plaignent que les opérations en cause ont provoqué un danger pour leur vie et leur intégrité physique.

Invoquant l'article 3 de la Convention, ils allèguent qu'ils auraient été victimes de mauvais traitements de la part des autorités grecques.

Sous le terrain de l'article 13 de la Convention, les requérants se plaignent de l'absence d'un recours effectif leur permettant de se plaindre de ces violations alléguées des articles 2 et 3.

Invoquant l'article 3 de la Convention, les requérants se plaignent que leur renvoi vers la Turquie n'était pas compatible avec l'article 3 de la Convention, pris seul et combiné avec l'article 13, notamment en raison du fait ils n'ont pas pu introduire des demandes d'asile en Grèce.

Les requérants se plaignent également qu'ils ont été privés de leur liberté en violation de l'article 5 § 1 de la Convention.

Enfin, les requérants se plaignent qu'ils n'ont pas été informés dans une langue qu'ils comprenaient des raisons de leur arrestation, qu'ils n'ont reçu aucune décision de détention, qu'ils n'ont pas eu accès à un avocat et qu'ils n'avaient pas à leur disposition un recours effectif afin de se plaindre de la légalité de leur détention alléguée, conformément aux exigences de l'article 5 §§ 2 et 4 de la Convention.

QUESTIONS AUX PARTIES

1. Les requérants ont-ils épuisé les voies des recours internes en ce qui concerne leurs griefs relatifs aux articles 2 et 3 de la Convention ?
2. Le droit des requérants à la vie, consacré par l'article 2 de la Convention, a-t-il été violé en l'espèce ? En particulier, les autorités grecques ont-elles agi de manière à mettre en danger la vie des requérants ?
3. Les requérants ont-t-il été soumis, en violation de l'article 3 de la Convention, à des traitements inhumains ou dégradants avant et durant leur renvoi vers la Turquie ?
4. Les requérants avaient-ils à leur disposition, comme l'exige l'article 13 de la Convention, un recours interne effectif au travers duquel ils auraient pu formuler leur grief de méconnaissance des articles 2 et 3 de la Convention ?
5. Le renvoi des requérants vers la Turquie était-il compatible avec l'article 3 de la Convention, pris seul et combiné avec l'article 13, étant donné leurs allégations qu'ils n'ont pas pu introduire des demandes d'asile en Grèce ?
6. Les requérants ont-t-ils été privés de leur liberté en violation de l'article 5 § 1 de la Convention ?
7. Les requérants ont-t-ils été informés dans une langue qu'ils comprenaient des raisons de leur arrestation conformément aux exigences de l'article 5 § 2 de la Convention ?
8. Les requérants avaient-ils à leur disposition un recours effectif afin de se plaindre de la légalité de leur détention alléguée, conformément aux exigences de l'article 13 et/ou 5 § 4 de la Convention ?

ANNEXE

No	Requête No Introduite le	Nom de l'affaire Représenté par	Requérant Année de naissance Nationalité	Lieu allégué de refoulement Date alléguée de refoulement
1.	4034/21 23/12/2020	A.D. c. Grèce Esin BOZOVALI	A.D. 1995 turc	Rivière Évros 25/06/2020
2.	15783/21 19/03/2021	A.E. c. Grèce Maria PAPAMINA	A.E. 1992 turc	Rivière Évros 04/05/2019

Publié le 20 décembre 2021

PREMIÈRE SECTION

Requêtes nos [6923/21](#) et [16802/21](#)
S.G. contre la Grèce et S.R. contre la Grèce
introduites respectivement
le 8 janvier 2021 et le 18 mars 2021
communiquées le 2 décembre 2021

OBJET DE L'AFFAIRE

Les requêtes concernent le refoulement allégué des requérants de la Grèce vers la Turquie, sans procédure préalable. En particulier, les requérants allèguent que les autorités grecques ont procédé à leur renvoi depuis la région d'Évros (voir liste en annexe).

Invoquant les articles 2 et 3 de la Convention, les requérants se plaignent que les opérations en cause ont provoqué un danger pour leur vie et leur intégrité physique.

Invoquant l'article 3 de la Convention, ils allèguent qu'ils auraient été victimes de mauvais traitements de la part des autorités grecques.

Sous le terrain de l'article 13 de la Convention, les requérants se plaignent de l'absence d'un recours effectif leur permettant de se plaindre de ces violations alléguées des articles 2 et 3.

Les requérants se plaignent enfin qu'ils ont été privés de leur liberté en violation de l'article 5 § 1 de la Convention.

QUESTIONS AUX PARTIES

1. Les requérants ont-ils épuisé les voies des recours internes en ce qui concerne leurs griefs relatifs aux articles 2 et 3 de la Convention ?

2. Le droit des requérants à la vie, consacré par l'article 2 de la Convention, a-t-il été violé en l'espèce ? En particulier, les autorités grecques ont-elles agi de manière à mettre en danger la vie des requérants ?

3. Les requérants ont-ils été soumis, en violation de l'article 3 de la Convention, à des traitements inhumains ou dégradants avant et durant leur renvoi vers la Turquie ?
4. Les requérants avaient-ils à leur disposition, comme l'exige l'article 13 de la Convention, un recours interne effectif au travers duquel ils auraient pu formuler leur grief de méconnaissance des articles 2 et 3 de la Convention ?
5. Les requérants ont-ils été privés de leur liberté en violation de l'article 5 § 1 de la Convention ?

ANNEXE

No	Requête No Introduite le	Nom de l'affaire Représenté par	Requérant Année de naissance Nationalité	Lieu allégué de refoulement Date alléguée de refoulement
1.	6923/21 08/01/2021	S.G. c. Grèce Merve KARANFIL	S.G. 1985 iranien	Évros 14/12/2020
2.	16802/21 18/03/2021	S.R. c. Grèce Özben İPÇİ	S.R. 1996 tunisien	Évros 11/01/2021

Legal Centre Lesvos

22/12/2021

PRESS RELEASE: European Court of Human Rights to examine two cases filed against Greece concerning illegal collective expulsions

On 20 December 2021, the European Court of Human Rights (ECtHR) announced that two cases were communicated to Greece concerning the illegal collective expulsion of migrants from its territory. These two cases, filed earlier this year by Legal Centre Lesvos lawyers, are among the first on this subject to pass this preliminary procedural step since overwhelming evidence began emerging in March 2020 of a widespread and systematic practice of illegal expulsions, or 'pushbacks', in the Aegean Sea region. The ECtHR's notification of these cases to Greece means that the Greek State is now required to respond to the extensive evidence submitted in both cases, which show that the Applicants were attacked, arbitrarily detained, psychologically and physically abused, and ultimately expelled from Greek territory, without having their asylum claims individually examined. A Chamber of judges within the ECtHR is expected to take a decision on the cases as early as summer 2022.

The first case, *H.T. and Others v Greece** (app. no. 4177/21), concerns the repeated illegal expulsion of a Syrian family. The family – parents and their three young children – submitted evidence to the Court that they had entered Greek territory on at least four occasions, with the intent to seek asylum. However, as demonstrated through their testimony and corroborated evidence, they were repeatedly denied access to registration and asylum procedures, and ultimately were subjected to illegal and life-threatening collective expulsions in the Aegean and Evros regions, together with other asylum seekers.

The second case, *S.A.A. and Others v Greece*** (app. no. 22146/21) concerns an extensively documented massive collective expulsion of approximately two hundred people that began near the island of Crete. After being caught in a storm at sea, instead of being rescued, the Applicants demonstrate through their submitted

evidence that they were held under surveillance at sea for several hours with assurances that they would soon be taken to shore in Greece, before being violently assaulted at night, transferred by force to vessels identified as Hellenic Coast Guard vessels, transferred over 200 km towards Turkish waters, and finally abandoned at sea on inflatable, motorless life rafts.

On a near-daily basis, evidence emerges of Greek authorities carrying out violent and illegal expulsions of people on the move in the Aegean Sea and across the Evros River, often with evidence showing the assistance or complicity of international agencies like Frontex. It is not uncommon to hear testimonies of people who have been pushed back from Greece six, seven or eight times, each incident both constituting a manifest risk to their lives and compounding the trauma of prior expulsions.

Given the ECtHR's structural and procedural limitations, a positive decision in these two cases would be limited to the facts of these individual cases and bring partial redress only for the named Applicants. The proceedings are therefore insufficient to condemn the systematic nature of the crimes being committed, which the Legal Centre Lesvos has previously demonstrated amount to Crimes Against Humanity.*** Nonetheless, the communication of these cases to Greece marks an important step in what necessarily must be a coordinated effort to obtain accountability for and an end to the ongoing cruel and violent attack against migrants, inherent in maintaining Europe's borders.

Press Contact: Natasha Ntailiani, natasha@legalcentresvos.org (Greek, English);
Amelia Cooper, amelia@legalcentresvos.org (English).

- H.T. and Others v. Greece, HUDOC, <https://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-214578>
 - S.A.A. and Others v. Greece, HUDOC, <https://hudoc.echr.coe.int/eng/?i=001-214581>
 - Crimes Against Humanity in the Aegean Sea, Legal Centre Lesvos, <https://legalcentresvos.org/2021/02/01/crimesagainsthumanityintheaegean>
-